

Culture

Shelton DAVIS et Julie HODSON: *Witness to Political Violence in Guatemala*, Boston, Oxfam-America, 1983 (1^e éd. 1982). 54 p.

Pierre Beaucage



Volume 4, numéro 2, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1078276ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1078276ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Anthropology Society / Société Canadienne d'Anthropologie (CASCA),
formerly/anciennement Canadian Ethnology Society / Société Canadienne
d'Ethnologie

ISSN

0229-009X (imprimé)

2563-710X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaucage, P. (1984). Compte rendu de [Shelton DAVIS et Julie HODSON: *Witness to Political Violence in Guatemala*, Boston, Oxfam-America, 1983 (1^e éd. 1982). 54 p.] *Culture*, 4(2), 74–75. <https://doi.org/10.7202/1078276ar>

Tous droits réservés © Canadian Anthropology Society / Société Canadienne
d'Anthropologie (CASCA), formerly/anciennement Canadian Ethnology Society /
Société Canadienne d'Ethnologie, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des
services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique
d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de
l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à
Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Hughes and Connelly deal with the legitimacy of elected officials as middlemen on the island of Ponape in American Micronesia, but their concern with different types of legitimacy is not particularly well served by the ethnographic data they present.

A second essay which deals with legitimacy, in this case the legitimacy of middlemen in Northwest New Britain, fares much better on this score. Counts' analysis of Kaliai middlemen probes the relationship between the sources and limits of a middleman's power and his ability to act as an agent of modernizing change. She concludes that the goals and context of a middleman's message for change may have an overriding effect on its perceived legitimacy and chances for success.

Perhaps the most compelling essay in the volume is Rutz's account of bureaucracy and brokerage in Fiji. Rutz begins by locating within the overall political economy of Fiji the limits of villagers' opportunities to exploit the material largesse controlled by a burgeoning national bureaucracy. Developing a model of brokerage possibilities from these factors, the author goes on to illustrate the value of such an exercise, presenting a case study which not only corroborates the model but which is informed by it.

Philibert's essay contrasts the careers of two middlemen in an urban village in Vanuatu. In a situation such as this, which the author calls one of "limited encapsulation", a chief is expected to act as a "door", serving to keep the administration's access to the village half-closed/half-open. Toward this end, clients exercise close supervision of their middlemen's activities.

Shankman's study of village mayors in Western Samoa deals perceptively with a theme raised by a number of the other papers in the volume, namely, the political and economic constraints employed by local communities to control the activities of their representatives. Shankman's account underscores the editors' claim that not all middlemen are able to act as brokers, entrepreneurs or innovators.

In a careful analysis of a Manga entrepreneurial middleman in the New Guinea highlands, Pflanz-Cook and Cook maintain that pre-contact bigman-ship was essentially an indigenous style of entrepreneurship. In recounting the unceasing activities of a man whose community was "pacified" by the Australians only in 1956, the authors show the revolutionary impact contact with the outside world has had on the traditional career paradigm for Manga men. The success of this particular middleman has, they argue, been based upon his ability to reconcile new economic opportunities

with the responsibilities of the pre-contact leadership paradigm.

In the final essay, Swartz summarizes some of the salient points arising from the other papers and submits that it is now time for the central metaphor underpinning the study of middlemen, that of the "bridge", to be abandoned. Political anthropologists should shift their attention, says Swartz, from attempting to explain how political structures work to developing a more finely grained image of contact between groups. This is, as he notes, one of the principal achievements of this useful collection of papers.

Shelton DAVIS et Julie HODSON: *Witness to Political Violence in Guatemala*, Boston, Oxfam-America, 1983 (1^e éd. 1982). 54 p.

Par Pierre Beaucauge
Université de Montréal

Depuis 1979, année où la révolution sandiniste a braqué l'attention internationale sur l'Amérique centrale, journalistes, anthropologues, historiens ont produit sur la région une documentation abondante, bien qu'inégale. Le dossier d'Oxfam-America sur la violence politique au Guatemala (le second de leur série *Impact-Audit*) n'a rien d'un texte de vulgarisation de faits déjà publiés, ni d'un énoncé doctrinaire. Il comporte une double originalité: en ce qui touche à ses données de base, d'une part, et quant au thème spécifique, d'autre part.

Les données proviennent essentiellement de réponses à un questionnaire de 27 questions envoyées à 250 coopérants d'O.N.G. et à des missionnaires (américains en grande partie) qui travaillaient et/ou travaillent encore au Guatemala, particulièrement dans les zones indiennes de l'Ouest. Il s'agit à quelques exceptions près, d'« Américains moyens » imprégnés des valeurs fondamentales des États-Unis d'aujourd'hui: libre entreprise, démocratie, hygiène, scolarisation, etc. C'est donc la majorité silencieuse qui parle du Guatemala. Elle brosse un tableau de la terreur qui va beaucoup plus loin que le décompte hebdomadaire ou mensuel des cadavres auquel se livrent les grandes agences d'information et la Maison Blanche pour savoir si la « situation des droits humains » s'améliore « assez rapidement » au Guatemala.

Ce discours au niveau du quotidien fait ressortir deux traits fondamentaux du terrorisme d'État guatémaltèque. En premier lieu, malgré son caractère massif, il demeure sélectif; sa cible principale:

un vaste mouvement coopératif à connotation religieuse qui s'est développé dans les hautes terres indiennes du Guatemala pendant les années 60 et 70. Ironie du sort c'est l'État lui-même, issu du coup d'État de 1954, qui avait encouragé la naissance de ce mouvement, rappellent les auteurs, et avait pris soin de le confier à l'Église catholique, le tout pour écarter définitivement le Péril rouge.

Seulement voilà. On n'avait pas prévu que les autochtones, privés depuis quatre siècles de toute possibilité d'organisation au-delà de la communauté locale, se regroupaient spontanément dans les coopératives et que ces dernières en viendraient à constituer un important mouvement de défense contre l'exploitation féodale et l'oppression ethnique. Déjà en 1967, on comptait 145 coopératives et 27 000 membres; en 1975, on atteignait 510 coopératives et 132 000 membres. Comme ce dernier chiffre n'inclut que les chefs de famille, en fait, c'est tout l'Ouest indien qui se trouve dans la mouvance de l'organisation (il est intéressant de noter que jusqu'à cet ouvrage, presque rien n'a été publié sur ce mouvement de base, seuls les partis politiques officiels et la guérilla monopolisaient l'attention des chercheurs).

Après le tremblement de terre de 1976, tandis que le général Laugerud partageait avec un cercle restreint la manne inespérée de l'aide internationale, les coopératives autochtones entreprenaient d'elles-mêmes la reconstruction de leurs communautés et s'imposaient rapidement comme les seuls intervenants, responsables, auprès de plusieurs O.N.G. Le gouvernement se réveilla: tout mouvement populaire autonome est une menace au désordre établi. En 1976-77, dans le seul département d'El Quiché, près de la frontière mexicaine, on assassina 150 leaders indiens. Quiconque a participé aux campagnes d'alphabétisation, de modernisation agricole, voire qui a voyagé plus qu'il ne devrait, a son nom inscrit sur les listes noires de l'armée et des groupes para-militaires. Un des témoins rapporte qu'il ne peut retracer *aucun* des dizaines et des dizaines d'étudiants qu'il a eus dans un cours pour adultes de formation technique.

Si, dans sa phase initiale (1976-79) la répression se limitait surtout à des leaders, les Indiens ont découvert, progressivement, un autre objectif. Lorsqu'on passe d'atrocités isolées au massacre de villages entiers, lorsqu'on trébuche sur des cadavres mutilés au détour des chemins, les rumeurs fantaisistes du début font place à la panique. Un Indien confie, en 1981, à un missionnaire: «L'armée ne s'arrêtera que quand tous les Indiens auront été massacrés».

Sur quatre millions, plus d'un million a été à ce

jour, déplacé: entassé dans les bidonvilles de la capitale où un habitant sur deux est sans travail; regroupé dans des «villages protégés» où on les fait travailler, gratuitement, à la voierie; ceci, sans compter les dizaines de milliers qui ont traversé à pied les montagnes pour se réfugier dans le Chiapas, au Mexique.

Les témoignages réunis dans le livre permettent aisément de voir comment les autochtones perçoivent la guérilla. Ils ne s'y sont pas incorporés en masse et n'en sont pas tous devenus sympathisants: l'immense majorité se voit simplement prise dans le feu croisé d'une guerre civile qu'elle n'a pas désirée. Mais les indigènes, de l'avis général, ne placent pas les deux camps sur le même pied. D'un côté, il y a l'armée, dont chaque génération d'entre eux a eu à subir les brutalités, même si elles n'atteignaient pas encore le paroxysme d'aujourd'hui; de l'autre côté, des combattants qui ne tuent pas les paysans désarmés, ne violent pas les femmes, ne brûlent pas les récoltes et dont la présence est souvent—paradoxalement—leur seule protection.

Le livre de Davis et Hodson vise à sensibiliser l'opinion nord-américaine à la destruction systématique d'une culture et d'un peuple—tâche reprise à son compte par l'actuel dictateur Mejia Victores. Peut-être aurait-il dû souligner davantage que la résistance maya, forte de quatre siècles d'expérience, se poursuit. Comme l'affirmait récemment un dirigeant autochtone:

Nous ne sommes pas un peuple qu'on a lancé ici avec une fronde. Nous avons nos racines ici... Nous sommes la majorité. Nous avons beaucoup à dire et beaucoup à connaître encore. Nous sommes les Mayas; nous sommes un peuple égal à tous les autres.

David STOLL, *Fishers of Men or Founders of Empire? The Wycliffe Bible Translators in Latin America*, London, Zed Press; and Cambridge, Mass. Cultural Survival, Inc., 1982. Canadian Distributor: Between the Lines, Toronto. 344 pages, \$15 (paper), \$43 (cloth).

Par Bernard Arcand
Université Laval

Cet ouvrage offre très probablement la meilleure des introductions disponibles à cette extraordinaire organisation, le Summer Institute of Linguistics/Wycliffe Bible Translators, qui envoie aujourd'hui plus de 4000 linguistes/missionnaires essayer de traduire le Nouveau Testament en plus